

Le congrès du parti travailliste britannique est intervenu dans une conjoncture marquée par trois développements en particulier, qui en déterminent les urgences et le ton.

Le premier – la crise du Brexit – est le plus immédiat et le plus visible et bruyant. Avec le jugement de la Cour suprême du Royaume-Uni (le 24-09) contre la fermeture (« *prorogation* ») du parlement par le Premier ministre Boris Johnson, « illégale, nulle et sans effet », la confusion liée au Brexit poursuit sa contamination générale. Elle s'étend maintenant du secteur manufacturier, ses investissements et ses carnets de commandes, à l'ordre constitutionnel même en passant par les principaux partis politiques en proie à de durs affrontements internes et par la quasi-neutralisation de l'activité parlementaire depuis près d'un an.

Reste donc au Premier ministre britannique, sans aucune légitimité électorale, sans majorité parlementaire, une issue : la pure surenchère verbale, le registre de l'agression rhétorique (contre la justice, contre l'opposition, contre l'opposition au sein de son propre parti) dont tout le monde sait et observe, d'ailleurs, les comportements qu'elle valide et encourage. La recrudescence des agressions racistes déchainées au moment et dans les temps qui suivirent la campagne référendaire (largement centrée sur le thème de l'immigration) aurait pu servir de leçon.

Le meurtre atroce de la députée travailliste Jo Cox trois semaines avant le référendum par un assassin d'extrême-droite, au cri de « Britain first! », aurait dû servir de leçon. Il n'en est manifestement rien. A l'évocation de ce précédent désastreux par des élu.es destinataires de menaces et intimidations répétées et sinistres, Boris Johnson affiche dérision et ricanements en parlant de « balivernes » (« *humbug* »). Mieux encore peut-être, pour que tous les membres du parlement soient « en sécurité » (« *safe* »), a-t-il affirmé, elles et ils n'auraient plus qu'à soutenir le Brexit qu'il propose. Chantage parfaitement toxique dont n'a pas manqué de s'indigner Ed Milliband.

La manifestation rhétorique de cette crise a pour principal effet de polariser un peu plus le débat dans une tentative de rassembler un électorat anti-UE sur une base nationaliste-anglaise ultra-réactionnaire. Johnson se pose ici dans le rôle de l'homme du peuple au service du peuple contre tout un ordre institutionnel « capitulard » et « lâche ». Entre Trump, Bolsonaro, Modi, Orban ou Netanyahu, ce grotesque a assurément le vent nauséabond de l'histoire pour lui.

Le second aspect de cette conjoncture est lié à l'actualité de la question climatique et au tour nouveau qu'elle a pris au cours des seules dernières semaines. Le congrès travailliste s'est trouvé en coïncidence quasiment parfaite avec deux événements majeurs. Il y eut d'une part les manifestations de masse de *Extinction rebellion* (XR) organisées à l'échelle planétaire et impliquant la jeunesse en très grand nombre. Le vendredi 20 septembre, à la veille du congrès, Jeremy Corbyn était d'ailleurs invité à faire une intervention devant la foule de manifestant.es londoniennes.

Il y eut d'autre part la publication des dernières recherches scientifiques établissant une rapidité du changement climatique beaucoup plus grande et beaucoup plus grave que ce qui avait été anticipé jusqu'ici et qui imposait déjà des remises en cause radicales de l'ensemble des pratiques dominantes de production, de circulation et de consommation partout dans le monde.

Le troisième aspect est familier et quotidiennement vécu par un très grand nombre de Britanniques, bien qu'on en trouva que très peu de comptes rendu dans la presse britannique. On doit pourtant son actualité cruciale aux derniers constats publiés par l'Office des statistiques nationales britanniques. Après bientôt dix années d'austérité aussi sauvage qu'irrationnelle, selon l'ONS au début septembre, les dégâts pour de larges secteurs de la population ont atteint une échelle comparable aux séquelles laissées par la seconde guerre mondiale.

Depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition entre tories et libéraux-démocrates en 2010, le nombre des suicides a augmenté de 16 %, les décès liés à la privation de logement ont augmenté de 24 % (par rapport à 2013), les décès liés à la consommation de drogue ont progressé de 66 %, les décès induits par les conditions hivernales ont augmenté de 64 %. au cours de la seule année 2018, 597 personnes sans abri sont mortes dans la rue (environ trois personnes tous les deux jours) ; 6507 personnes se sont données la mort ; 4359 personnes sont décédées de causes liées à la consommation de stupéfiants (soit, un décès toutes les deux heures) ; les décès liés aux conditions hivernales ont atteint le chiffre de 51100 personnes, soit, 20 000 personnes de plus qu'en 2010 ; 5100 décès furent liés à l'impossibilité de se chauffer. On compte donc environ 60 000 décès supplémentaire par rapport à 2010, dus à la pauvreté et au désespoir.

Ces chiffres terribles prolongent les observations faites deux ans plus tôt par une équipe de démographes qui avaient déjà constaté un accroissement dramatique de la mortalité dans lequel, déjà, ils estimaient reconnaître les effets catastrophiques des politiques d'austérité. Ils font également suite au rapport de l'Onu de 2018 qui notait un accroissement dramatique de la pauvreté qui frappait maintenant 14,3 millions de personnes au Royaume-Uni. En d'autres termes, les derniers chiffres de l'ONS rappelaient la gravité extrême de la situation sociale britannique, posée désormais en termes de survie immédiate et de pathologies mentales à échelle de masse.

Sur à peu près la même période les revenus cumulés des mille personnes les plus riches sont passés de 450 à 724 milliards de livres sterling entre 2013 et 2018, soit un accroissement de 274 milliards en cinq ans. Pour la seule année 2017-2018, cette augmentation fut de 66 milliards de livres sterling.

Pour Dr Wanda Wyporska, directrice de l'Equality Trust qui rassemble ces données, cette captation démesurée des richesses par un tout petit nombre d'individus est

« économiquement primitif, socialement toxique, politiquement dangereux et fait apparaître une image déchirante de l'inégalité au Royaume-Uni. Ce devrait être l'objet d'une honte nationale ».

Elle ajoute :

« Cette effroyable inégalité de revenus au R-U représente une injustice grave et une menace terrible pour notre économie et notre cohésion sociale. Si la richesse continue de couler à flots vers le haut, les chances et les espérances des générations futures s'en trouveront étranglées de manière permanente. Voilà la recette du ressentiment, de la division sociale et potentiellement, du

désastre ».

Si l'on parvient à prendre un peu de recul dans une actualité qui en laisse peu le loisir, l'enjeu du congrès travailliste consistait largement à trouver un équilibre politique juste et compréhensible entre ces paramètres, dans une situation très confuse et à la veille d'élections législatives jugées imminentes. Autrement dit, comment positionner le parti dans un débat incandescent sur le Brexit tout en évitant que cette question obscurcisse « le reste » (climat, effondrements sociaux) qui se trouve être l'essentiel.

La recherche de cet équilibre était en outre compliquée davantage par un facteur supplémentaire, interne celui-là. En dépit de la gravité de la situation et du rôle que le labour britannique a à y jouer, au R-U (et pour la gauche européenne, au moins), la direction travailliste devait encore faire face aux interminables tentatives droitières pour mettre Corbyn en difficulté et s'en débarrasser. La principale manœuvre consista, en l'occurrence, à essayer de faire adopter par le congrès une motion qui aurait définitivement engagé le parti et sa direction dans un soutien exclusif au Remain dans la campagne électorale à venir. Non seulement un tel engagement aurait représenté une rupture complète et lamentable avec l'engagement pris en 2017 d'honorer le résultat du référendum, mais en outre, Corbyn se serait alors vu engagé à négocier un brexit dont le parti aurait par ailleurs évacué l'éventualité même.

L'incohérence terminale d'une telle position n'a pas échappé à la majorité des délégués qui l'ont largement rejetée pour soutenir l'orientation de compromis : suite aux élections législatives, négocier un accord de sortie avec l'UE, en soumettre les termes clairs et explicites à un vote populaire en concurrence avec la possibilité encore laissée d'un choix alternatif en faveur de Remain. Le labour propose d'organiser un congrès spécifique post-électoral qui déterminera l'orientation du parti entre accord négocié ou Remain.

Cette orientation de compromis permet de suspendre la polarisation dépolitisante du débat public sur le Brexit. Les conservateurs visent la captation de l'électorat le plus pro-brexit, les liberal democrats, de l'électorat *pro-remain*. Le labour propose au contraire de formuler une série de priorités communes au plus grand nombre, priorités (sociales, climatiques, démocratiques) qui précèdent et succéderont au brexit et le choix binaire qu'il paraît exiger.

S'affranchir partiellement au moins de l'injonction à choisir sur le brexit est impératif pour s'adresser à l'ensemble d'une société soumise à des politiques de cruauté assumées depuis bientôt dix ans. C'est donc à cette condition que peuvent être remises au premier plan les propositions fondatrices d'un programme social non seulement redistributeur, mais de caractère post-capitaliste en bien des points et en référence explicite à un *socialisme* qui, au R-U, n'a pas subi les défigurations profondes que ce mot-programme a subi ailleurs en Europe, et en France notamment. Refuser de voir le Brexit saturer l'ensemble du débat politique, c'est permettre de populariser le projet ambitieux et combatif d'une « révolution industrielle verte » articulant étroitement questions climatiques, environnementales, justice sociale et nouveaux droits démocratiques.

Ce programme de transition d'inspiration écosocialiste et féministe – présenté par Rebecca Long-Bailey (ministre des entreprises du gouvernement d'opposition), entre autres – passe notamment par des projets de diversification des formes de propriétés publiques selon les échelles de territoires et les besoins existants. assistées par un réseau de banques publiques régionales d'investissement. Loin du modèle des nationalisations de l'après-

guerre, le projet vise à des réappropriations publiques (chemin de fer, énergie, eau...) soutenues d'une part par des mesures de justice fiscale et des ressources financières massives, mais aussi par et pour des avancées démocratiques nouvelles à échelle locale, régionale, et dans les lieux de travail.

Sur ce dernier point, le Labour défend tant l'accroissement du secteur coopératif (qu'il s'agit de doubler), par exemple, que la restauration et l'extension des droits des organisations syndicales dans une perspective explicitement autogestionnaire (que l'on écoute le discours de John McDonnell au congrès travailliste, ou celui de Corbyn au congrès du TUC qui le précédait de quelques jours).

La lutte contre la précarité et la pauvreté endémique au travail passe entre autres par l'abolition des contrats zéro heures, l'accès à la totalité des droits salariaux dès le début de l'embauche, la garantie du salaire de vie (et non du salaire minimum) et de réduction du temps de travail à 32 heures/semaines sur dix ans (dans un pays qui connaît les plus longues amplitudes horaires en Europe). Elle passe aussi par un vaste programme de construction de logements abordables et d'encadrement des loyers. Elle passe encore, et crucialement, par une politique d'accueil et de solidarité avec les réfugiés.

Il faudrait encore parler du projet « services universels fondamentaux » : éducation, santé, environnement, loisirs, culture, dignité des seniors, des politiques de lutte contre les violences domestiques, d'abolition de l'agence d'évaluation des écoles et de création d'un système éducatif national, de suppression des écoles privées, d'abolition des frais d'inscription universitaires, ou de suppression de la chambre de lords.

Pris dans sa globalité, il va de soi qu'un tel programme apporte une double réponse à la crise du Brexit. Premièrement, il donne un contenu concret au slogan au cœur de la campagne pour la sortie de l'UE : « *Taking back control* » n'était en rien dépourvu d'intuitions légitimes après des années de privatisations, de corrosion du bien public, de destruction des institutions ouvrières et des organisations du monde du travail. Là où les nationalistes réactionnaires, Johnson ou Farage, ne proposent rien d'autre qu'une dépossession perpétuelle au profit de nouveaux accords commerciaux avec Trump ou le régime saoudien, le Labour dessine un ensemble de possibilités effectives de réappropriations sociales et démocratiques, une « reprise en main » socialiste démocratique.

Premièrement, l'horizon écosocialiste du programme travailliste a vocation à répondre à un autre danger imminent. Les calamités liées aux enjeux climatiques peuvent être l'inspiration d'un universalisme concret et du nouvel internationalisme socialiste dont dépend la possibilité d'un avenir viable et souhaitable. Elle peut tout aussi bien finir au service de replis identitaires angoissés sur lesquels les extrêmes-droites ont tout le loisir de prospérer. A l'heure où l'éventualité cauchemardesque d'un « Boris Johnson-l'homme-du-peuple » n'échappe à personne dans le congrès travailliste, cette seconde possibilité pourrait d'ores et déjà avoir pris une certaine avance.

Bref, comment répondre à l'obligation de prendre position sur le Brexit tout en refusant de laisser la polarisation qu'il induit envahir et neutraliser des enjeux contemporains qui en vérité le dépassent largement et pour longtemps ? L'orientation d'une Rebecca Long-Bailey, d'une Laura Pidcock, d'un Mark Serwotka (syndicat PCS) ou d'un Jeremy Corbyn s'efforce de prendre acte de cette complexité et ainsi d'éviter le naufrage politique du

choix que de toutes parts on voudrait leur imposer entre une moitié ou une autre d'un « peuple » au bord de l'épuisement. Cette orientation n'est ni difficile à comprendre ni difficile à défendre, d'autant qu'elle a été largement soutenue par les délégué.es, en dépit des récriminations et remises en cause ultérieures par la droite du parti (studieusement relayées par des médias invariablement défavorables). Elle se confronte cependant à des forces hostiles -médiatiques et droitières - dont il faut enfin dire un mot, que l'on trouvera prévisible. L'explicitation reste cependant nécessaire, je crois, en guise de simple rappel argumentaire.

Deuxièmement, il y a la musique d'ambiance médiatique qui ne cesse et ne cessera d'entourer la position travailliste : Corbyn « n'est pas clair », ne veut pas assumer son rôle de leader et à plus forte raison, celui de Premier ministre, sa position serait évasive, attentiste, compliquée, confuse... Comme on l'aura compris, la polarisation construite autour du brexit s'est muée en instrument de saturation et de neutralisation quasi-intégrale du débat public de plus en plus réduit à un exercice d'anticipation dépolitisée de l'humeur générale. La stratégie rhétorique d'hystérisation du débat par B Johnson peut alors rediriger l'attention vers la civilité des échanges parlementaires quand il faudrait absolument se concentrer sur les priorités programmatiques, mais aussi sur le bilan de dix années de politiques tories soutenues, défendues et mises en œuvres par nul autre que Johnson lui-même.

En d'autres termes, l'exigence réductrice et clanique de « clarification » sur le brexit (choisir son camp) a pour principale fonction d'ajourner toute « clarification », tout exposé du programme écosocialiste travailliste. A n'en pas douter, celui-ci « risquerait », avec ses deux cents propositions, de faire entendre des réponses stratégiques transformatrices de long terme, les seules à même de construire une réponse démocratique de classe à la hauteur des multiples urgences et menaces sociales, climatiques et démocratiques de la période. Priorité numéro un, donc : face à la « clarification » clanique, défendre et promouvoir la clarification programmatique pour les 99 %.

Le deuxième point est un corollaire direct du précédent. Le Labour dirigé par Corbyn serait finalement responsable du blocage et la confusion générale au même titre, si ce n'est pire, que le gouvernement en place. Il paraît donc utile de rappeler que les circonstances sans précédent créées par le référendum de 2016 sur l'UE est intégralement le fait des conservateurs (d'abord coalisés avec les libéraux-démocrates) qui ont décidé du référendum, l'ont mis en œuvre, l'ont perdu (même vis à vis de leurs propres électeurs), ont été incapables de mobiliser quelque majorité que ce soit en faveur de leurs projets d'accord, se sont enfermés dans une alliance toxique avec le DUP Nord-irlandais, alliance qui complique un peu plus encore la résolution de la frontière entre Irlande du Nord et république d'Irlande, et qui sont à présent réduits à mener la bataille, sans légitimité électorale et sans majorité parlementaire, à coups de postures nationalistes réactionnaires. On ne voit pas bien en quoi ce record olympique exceptionnel de l'incompétence et de l'inconséquence politiques devrait être partagé avec qui que ce soit quand bien on tenterait d'en mitiger les conséquences plus déplorables.

Reste un troisième point, en forme de constat, tout aussi simple que les précédents. La négation réactionnaire de la domination de classe dispose d'un répertoire de figures de substitution riche et ancien : nationaux contre étrangers, jeunes contre vieux, salariés du secteur public contre salariés du secteur privé, personnes dans l'emploi contre chômeurs, pauvres « méritants » contre pauvres « non-méritants », grévistes contre honnêtes

travailleurs. Pour une très large part, la polarisation entre « pro » et « anti » brexit, telle qu'elle est utilisée et infiniment répétée dans la plupart des médias ne fait pas autre chose que fournir une version neuve et efficace des bons vieux rhabillages de l'antagonisme social capitaliste le plus brutal.

Toute la question est alors de savoir si au sortir du congrès travailliste, la force potentiellement considérable que représentent les 500 000 adhérentes et militant.es de ce parti parviendront collectivement à déjouer les pièges tendus par les surenchères toxiques de Boris Johnson et de son gouvernement comme par un milieu médiatique entièrement dévoué à la cause de l'ordre existant.

Comme l'ont très bien fait entendre une Rebecca Long-Bailey ou une Laura Pidcock, la seule issue valable n'est autre que la contre-affirmation d'un programme socialiste ambitieux, « *for the many* », seule voie crédible pour espérer que le saccage social et la menace climatique ne viennent s'invertir en énergies fossiles des dynamiques d'extrême-droite. Sur l'horizon planétaire des poussées fascisantes, guerrières et racistes du moment, une occasion perdue ou même simplement ajournée au Royaume-Uni serait un revers pour nous toutes et tous, où que nous nous trouvions.

Et c'est une possibilité qu'il faut aussi envisager, à l'image de cet avertissement lancé par le secrétaire national du syndicat PCS, Mark Serwotka, lors du congrès du labour : « Si nous laissons le brexit diviser notre mouvement, si nous laissons Johnson [et Farrage] laisser croire aux habitants de l'ancienne vallée minière de Rhonda [au Pays de Galles], de Sunderland, d'Ecosse et de diverses régions d'Angleterre qu'il pourrait être un anti-politicien du côté des travailleurs et des travailleuses, le désastre sera alors sans précédent ».

Cet article a paru initialement dans la revue *Viento Sur*.